Repenser la liberté politique sans se mentir à nous-mêmes

On parle souvent des révolutions d'émancipation comme de grandes dates glorieuses. On les récite comme des actes fondateurs. On en retient les drapeaux, les héros, les ruptures. Mais une question plus difficile demeure, et elle mérite d'être posée sans romantisme comme sans peur : qu'ont réellement apporté ces révolutions aux peuples, en particulier dans la Caraïbe, et que nous apprennent-elles aujourd'hui pour penser l'avenir politique de la Martinique ?

Dans la Caraïbe, on ne peut pas contourner Haïti. La révolution haïtienne fut un séisme historique. Née d'une insurrection servile en 1791, elle contribua à l'abolition de l'esclavage par la France en 1794, avant d'aboutir à la naissance d'Haïti en 1804. C'est un événement immense, non seulement pour les Haïtiens, mais pour l'histoire du monde. Pour la première fois, des esclaves arrachés à leur condition imposaient par les armes et par la volonté leur droit à être un peuple libre. Ce geste a ouvert un imaginaire politique nouveau. Il a prouvé que l'ordre colonial n'était ni naturel, ni éternel.

Mais les peuples ne vivent pas de symboles seuls. La liberté politique formelle ne suffit pas lorsqu'elle naît dans un monde organisé pour punir ceux qui se libèrent. Haïti en a payé le prix. La France n'a reconnu cette nouvelle réalité qu'en 1825, en échange d'une indemnité colossale imposée au jeune État. Cette dette, contractée sous contrainte, a pesé durablement sur sa trajectoire. Il faut donc être rigoureux : l'échec relatif de certaines expériences postcoloniales ne prouve pas que la liberté politique était une erreur. Il prouve surtout qu'un peuple peut gagner juridiquement sa liberté tout en restant enfermé dans un système international qui l'étrangle économiquement, diplomatiquement et institutionnellement.

C'est là qu'il faut refuser deux mensonges contraires. Le premier consiste à idéaliser les ruptures politiques comme si elles résolvaient tout d'un coup. Le second consiste à brandir les difficultés des pays ayant conquis leur souveraineté pour faire croire que toute sortie d'une dépendance serait forcément une catastrophe. Entre la naïveté et la peur, il y a une pensée adulte. Cette pensée dit une chose simple : la liberté n'est pas un bouton magique, mais la dépendance n'est pas non plus une garantie de dignité.

Dans le monde, les révolutions d'émancipation ont apporté plusieurs gains incontestables. Elles ont rendu possible la reconquête de la décision collective. Elles ont permis à des peuples de cesser d'être administrés comme des périphéries d'intérêts extérieurs. Elles ont donné un cadre à la réhabilitation des langues, des mémoires, des références culturelles propres. Elles ont aussi, dans bien des cas, restauré une fierté historique sans laquelle aucun développement profond n'est durable. Un peuple qui ne se pense jamais comme sujet politique finit toujours par vivre sous tutelle, même quand cette tutelle prend les habits confortables du droit, de la subvention ou de la protection.

Mais il faut aussi dire ce qui a manqué. Beaucoup de ruptures politiques n'ont pas été suivies d'une rupture économique réelle. Les drapeaux ont changé, parfois les élites aussi, mais les structures de dépendance sont restées. Importer l'essentiel, dépendre de centres financiers extérieurs, subir les termes de l'échange, reproduire des hiérarchies internes, tout cela a souvent prolongé, sous d'autres formes, l'ancien ordre. Autrement dit, la question n'est pas seulement : qui gouverne ? La vraie question est : depuis où gouverne-t-on, pour qui, avec quelles marges, et sur quelles bases matérielles ?

C'est précisément là que la Martinique se trouve aujourd'hui. Notre situation est singulière. Depuis 1946, la Martinique est intégrée à la République française, et elle relève aujourd'hui d'une collectivité territoriale unique régie par l'article 73 de la Constitution. Cela signifie une chose importante : notre débat n'est pas juridiquement celui d'un territoire classiquement colonisé dans les catégories internationales. Mais cela ne suffit pas à clore la question politique. Car une intégration statutaire n'efface ni les dépendances économiques, ni les asymétries de pouvoir, ni les effets durables de l'histoire coloniale.

Et c'est ici qu'il faut affronter le mot qui fait peur, sans forcément l'utiliser comme bannière. Ce mot charrie des angoisses profondes. Beaucoup entendent derrière lui la baisse du niveau de vie, l'effondrement des services publics, la fragilité monétaire, l'isolement diplomatique, l'incertitude sociale, le risque de chaos administratif. D'autres y projettent une rupture affective, presque existentielle, comme si rompre une dépendance institutionnelle revenait à tomber dans le vide. Ces peurs ne doivent ni être méprisées, ni manipulées. Elles sont réelles, parce qu'elles touchent au quotidien, au soin, à l'école, à la retraite, au travail, à la stabilité. On ne construit rien de sérieux contre elles. Il faut les regarder en face.

Mais il faut aussi dire que la peur est parfois devenue un régime politique. Elle empêche d'imaginer autre chose que l'ordre existant. Elle enferme le débat dans une alternative pauvre : rester comme on est, ou sombrer. Or il existe d'autres chemins. On peut penser une transformation profonde de notre condition politique sans entrer dans les caricatures du

vieux débat binaire.

Ce qu'il nous faut peut-être, ce n'est pas d'abord un slogan, mais une doctrine martiniquaise de la capacité politique. Une doctrine de l'autonomie vitale. Une doctrine de la souveraineté de proximité. Autrement dit : augmenter concrètement notre pouvoir réel d'agir sur ce qui organise notre vie collective.

Cela suppose plusieurs chantiers. D'abord, la capacité alimentaire. Un pays qui mange presque entièrement depuis l'extérieur reste vulnérable, même s'il dispose de transferts financiers. Ensuite, la capacité énergétique. Sans maîtrise minimale de l'énergie, il n'y a pas de liberté stratégique. Puis la capacité institutionnelle. Il faut des administrations, des cadres, des outils de décision, des compétences locales capables d'anticiper, de planifier et d'exécuter. Enfin, la capacité culturelle et psychique. Un peuple qui doute structurellement de lui-même ne réclame pas la responsabilité, il réclame seulement une meilleure tutelle.

Le vrai sujet, au fond, n'est pas de savoir si l'on prononce ou non un mot. Le vrai sujet est de savoir si nous voulons demeurer dans une dépendance aménagée, ou construire patiemment une puissance de décision adaptée à notre réalité. Cette puissance n'a pas besoin d'être pensée comme une rupture théâtrale. Elle peut être graduelle, négociée, lucide, sectorielle, démocratique. Elle peut commencer par des objectifs concrets : produire davantage ici, décider davantage ici, former davantage ici, coopérer davantage avec la Caraïbe, sécuriser nos besoins essentiels, réduire nos vulnérabilités les plus humiliantes.

Il faudrait alors déplacer le débat. Ne plus demander abstraitement : « êtes-vous pour ou contre ? » Mais demander : « sur quoi voulons-nous cesser d'être dépendants ? », « à quel rythme ? », « avec quelles garanties ? », « avec quel mandat populaire ? », « avec quelle protection des plus fragiles ? ». Là commence une parole politique sérieuse.

La leçon des révolutions caribéennes n'est donc ni un culte, ni un repoussoir. Elles nous disent deux choses à la fois. D'une part, aucun peuple ne grandit durablement dans le renoncement à lui-même. D'autre part, aucune liberté n'est viable si elle n'est pas préparée matériellement, socialement et institutionnellement. Il faut tenir ensemble la dignité et la méthode. L'élan et l'architecture. Le courage et la prévoyance.

La Martinique n'a pas besoin de se laisser intimider par les mots, ni se laisser hypnotiser par eux. Elle a besoin de maturité politique. Elle a besoin d'un langage neuf pour dire une ambition ancienne : vivre debout, sans se précipiter dans l'abîme, mais sans accepter non plus que la sécurité serve éternellement d'argument pour l'immobilité.

Le débat n’est peut-être pas : faut-il rompre ? Le débat est plutôt : jusqu’où voulons-nous enfin nous rendre capables ?

